



Espagne : Pourquoi l'Union européenne garde le silence ?

Il est impossible de comprendre les événements en Catalogne si on ne fait pas un retour en arrière dans l'Histoire contemporaine de l'Espagne. Avec en toile de fond la dite « guerre civile » qui fut, faut-il le rappeler, un soulèvement militaire soutenu par Hitler et Mussolini contre un gouvernement légalement élu, abandonné par les « démocraties » de France et d'ailleurs. Ce gouvernement républicain présentait une tare indélébile : il s'attaquait aux intérêts des classes privilégiées et s'intéressait aux particularités régionales.

Que veut-on imposer aujourd'hui, pourquoi veut-on étouffer la démocratie, l'expression populaire. Si ce n'est comme c'est le cas partout en Europe, faire le lit des ultras-riches au détriment de centaine de millions d'habitants de nos pays.

Sauf à vouloir poursuivre coûte que coûte la politique européenne approuvée par la Commission Européenne et décidées par la chancelière allemande.

D'ailleurs pas un mot sur cette violence de la part de la chancelière allemande, du président de la Commission européenne, ils gardent le silence car c'est l'Europe qui étouffe les souverainetés populaires, la souveraineté des nations, qui conduit à la situation sociale catastrophique dans de nombreux pays d'Europe.

Les déclarations récentes du président de la Commission européenne de créer une armée européenne pour « entre autre » « assurer le maintien de l'ordre en Europe », n'est pas fait pour nous rassurer au regard de ce qui vient de se passer à Barcelone et en Catalogne.

Plus que jamais la démocratie est nécessaire, elle passe par la souveraineté des peuples et si une Europe doit exister, elle sera le fruit du rassemblement d'états souverains, démocratiques et laïques.

Jamais la violence ne peut être un instrument en politique si non à étouffer l'expression populaire, quand le but recherché par millions d'individus est d'arriver à une société plus juste.

L'enjeu de ce qui se passe en Espagne, et plus particulièrement à Barcelone aujourd'hui, c'est la place et le rôle de la démocratie.

Villejuif, le 2 octobre 2017 – 16 heures
Le Secrétariat National de l'ARAC